



# CONCLUSIONS

AGADIR, 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 2006



## CONCLUSIONS

Le "Premier Forum sur l'Intégration Régionale de l'Afrique Occidentale" s'est tenu à Agadir (Maroc) le 1er décembre 2006. Il a organisé, sous l'impulsion des Royaumes du Maroc et d'Espagne, par le Ministère Régional de l'Économie et des Finances du Gouvernement de la Communauté Autonome espagnole des Canaries et du Conseil Régional marocain de la région de Souss Massa Drâa. Il s'est articulé sur la base de la riche expérience du dialogue institutionnel instauré entre les deux parties lors de ces dernières années.

Le Forum a analysé les résultats de la coopération décentralisée qui avait été développée au cours des dernières années à l'initiative des autorités des deux régions. Il a bénéficié des études et des conclusions des travaux préparatoires du Forum qui ont débouché sur la réunion de travail tenue par les délégations des Canaries et de Souss Massa Drâa à Las Palmas, respectivement, les 10 et le 20 novembre 2006.

Comme observateurs à ce Premier Forum Régional, qui a eu lieu à l'Hôtel Dorint Atlantic Palace d'Agadir, ont assisté les délégués du Cap Vert, de la Mauritanie et du Sénégal, qui ont exprimé leur intérêt à prendre part au processus de coopération régionale transfrontalière promu par les autorités régionales des Canaries et du Souss Massa Drâa, avec le soutien des gouvernements de l'Espagne et du Maroc ainsi qu'avec l'assistance de la Communauté Européenne.

Le Forum a surgi en réponse à la prise en considération que seul un processus d'intégration socio-économique et culturel au niveau régional, entre les pays et régions d'Afrique occidentale, peut répondre au développement des synergies de cet espace géographique dans son ensemble et à son intégration progressive dans l'économie mondiale, en contribuant, par ailleurs à la consolidation de cet espace géographique pour en faire un espace de prospérité, de stabilité, de sécurité et de croissance économique qui agit comme pôle d'attraction des investissements.



L'initiative de tenir ce Premier Forum sur l'Intégration Régionale de l'Afrique Occidentale, n'a pas été prise séparément mais plutôt dans le cadre de la nouvelle politique de Voisinage de L'Union Européenne<sup>1</sup> pour les pays membres de la Méditerranée, l'Action de Grand Voisinage<sup>2</sup> en faveur des Régions Ultrapériphériques<sup>3</sup> de L'Union Européenne, le Mémoire d'Entente signé à Rabat le 17 Mai 2004, ainsi que le désir exprimé par certains pays d'Afrique Occidentale, signataires de l'Accord de Cotonou, d'intensifier la coopération régionale transfrontière avec les Canaries comme c'est le cas des propositions fermes du Cap Vert et de la Mauritanie suite aux négociations pour utiliser le 10 FED et des autres initiatives publiques et privées qui, pour ce qui est des Canaries et de la Région du Souss Massa Drâa ont été concrétisées par les recommandations adoptées lors des réunions de Ouarzazate le 14 janvier 2005 d'Agadir de 25 février 2005.

\*\*\*\*\*

L'expérience du dialogue institutionnel renforcé qui est intervenu ces dernières années entre les autorités locales et régionales de la Région du Souss Massa Drâa (Maroc) et celle des Canaries (Espagne), a grandement contribué à l'identification et au développement des potentialités de cet espace géographique, considéré comme une zone stratégique et prioritaire pour la coopération pour son caractère de frontière sensible de l'Union Européenne étant donné que dans cet espace, convergent des pays et des régions d'origine, de transit et de destinations des flux migratoires.

Le Forum a mis en évidence que l'intérêt pour mener à bien un processus d'intégration régionale doit être accompagné d'une augmentation de la coopération et des relations entre les administrations locales et régionales ainsi qu'entre les opérateurs socio-économiques et culturels dans le but de promouvoir une augmentation considérable des échanges et des flux économiques, commerciaux et culturels entre les pays et les régions impliquées dans ce processus.

<sup>1</sup> Le Règlement (CE) N° 1638/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 24 Octobre 2006, établit les dispositions générales relatives à la création d'un Instrument Européen de Voisinage et d'Association, Journal Officiel de l'Union Européenne L 310/1.

<sup>2</sup> III Rapport sur la Cohésion Economique et Sociale, 2004, COM (2004) 343 final "Rapprocher l'Association avec les régions Ultrapériphériques de l'Union Européenne "

<sup>3</sup> Les Azores (Portugal), Les Canaries Espagne) et les Département Français d'Outremer, DOM (France)



Les travaux de ce Premier Forum s'articulent en quatre groupes de travail:

- Économie, Tourisme et Transports
- Éducation et Formation
- Culture et Affaires Sociales et
- Aménagement du Territoire et Développement Durable

Les travaux du Forum ont permis de systématiser les initiatives de coopération dernièrement réalisées entre les deux régions, qui ont profité des possibilités ouvertes par l'Association renforcée pour les Régions Ultrapériphériques de l'Union Européenne avec leurs pays voisins géographiquement proches et qui, à partir de janvier 2007, devra être encadrée dans les nouvelles lignes d'action régionale et de voisinage que l'Union Européenne a décidé d'inscrire et de promouvoir dans le cadre des exercices budgétaires correspondant à ses Perspectives Financières 2007-2013.

\*\*\*\*\*

Dans ce sens, il est nécessaire de rappeler que le fait que les Canaries fassent partie de l'Union Européenne crée une série de défis et d'opportunités aussi bien pour les Canaries que pour les régions et les pays voisins notamment dans le cadre du futur objectif de « coopération territoriale européenne » et concernant la coopération transfrontalière, les échanges commerciaux et les mesures douanières.

Le Forum met en évidence que les pays et régions concernés par ce processus de convergence et d'intégration régionale doivent avancer dans la ligne de coopération et d'une intégration régionale progressive de l'Afrique Occidentale pour faire front au défi de la mondialisation en sauvegardant leurs patrimoines culturels et historiques respectifs et en s'occupant des nécessités imposées par le développement durable du secteur agricole, industriel de la construction et du tourisme comme l'établissement du climat de sécurité juridique spécifique à toute coopération transnationale.



Pour ce faire, il n'y a rien de mieux qu'une intégration réciproque, dans une régionalisation ouverte à la coopération avec d'autres régions géographiquement proches et avec les autres zones du Monde. Celle-ci passe par l'augmentation des échanges de tout type entre les populations des deux territoires et passe par la nécessité de surmonter les obstacles qui, jusqu'à présent, ont empêché une intensification des contacts entre leurs habitants respectifs, ainsi que des échanges transfrontaliers.

Les pays et les régions qui participent à ce Forum ont des relations stables et de coopération avec de nombreuses régions européennes et d'autres parties du monde, mais seulement en agissant conjointement entre elles, dans le contexte de la zone géographique, elles pourront avoir accès aux financements prévus par l'Union Européenne pour la coopération et l'intégration régionale de caractère transfrontalier entre les Régions Ultrapériphériques de l'UE et des régions voisines des pays tiers.

Le Forum sur l'Intégration Régionale de l'Afrique Occidentale a voulu partir de cette réalité de proximité géographique et former une base pour la présentation de propositions et de projets qui favorisent l'intégration régionale par le développement économique, social, culturel, humain et durable aussi bien des Canaries que des régions et des pays voisins.

\*\*\*\*\*

A la lumière de ces considérations, le Premier Forum sur l'Intégration Régionale de l'Afrique Occidentale qui s'est tenu à Agadir le 1er décembre 2006, adopte les suivantes :

## PROPOSITIONS

- **Transport**, la connexité et l'amélioration des transports est un élément clé du processus d'intégration régionale et de l'économie mondiale. Pour ce faire, il est nécessaire d'intensifier les efforts et de doter des ressources nécessaires les actions dont le but consiste à renforcer les institutions ou les organismes de coopération existant entre les pays de l'Afrique Occidentale et des Canaries dans le cadre du transport maritime (Autorités Portuaires), du transport aérien (avec l'augmentation de fréquences et l'expansion du réseau existant). De même, il est nécessaire de faciliter les échanges liés au transport – y compris l'amélioration des infrastructures portuaires et aéroportuaires -, et de réaliser des programmes d'échanges de pratiques meilleures et de



formation pour l'amélioration des communications aériennes et maritimes.

Pour ce qui est du transport terrestre, le Forum prend note de l'importance que doit avoir le projet de l'autoroute Tanger-Dakar pour incorporer les initiatives et les programmes de transport intermodal à partir des ports d'Agadir et de Tarfaya pour interconnecter cette zone du Maroc avec les Canaries et avec le reste du Monde. Le Forum a exprimé le désir que ce projet tienne compte les études sur l'impact environnemental.

\*\*\*\*\*

- **Tourisme, Aménagement du Territoire et Développement Durable** sont étroitement liés. Le peu de temps consacré par ces pays et ces régions au développement doit encourager la prise d'initiatives de promotion et d'échanges et doit adopter les solutions de durabilité offertes par les modèles urbains et touristiques les mieux situés dans le territoire et dont l'impact écologique est meilleur que celui laissé par la société occidentale en général.

Dans le secteur touristique, selon l'expérience des interlocuteurs, on pourrait développer des projets de coopération pour promouvoir des produits touristiques combinés et innovateurs.

Il est donc nécessaire de coopérer en matière de planification de la gestion urbaine et territoriale dès ces moments initiaux étant donné que cette coopération pourrait constituer une garantie future qui permettrait à toutes les activités productives d'occuper une meilleure position et d'avoir une meilleure dimension dans le territoire pour contribuer ainsi à la construction d'espaces plus efficaces et respectueux avec l'environnement.

La coopération et l'échange de bonnes pratiques dans ce cadre devraient aborder des sujets tels que l'évolution du tourisme mondial, sa promotion et sa commercialisation; le rapport entre l'urbanisme et le paysage, la minimisation de l'impact urbain sur le territoire, le patrimoine architectural et culturel, la recherche de modèles de résidences de base, qui soient dignes et bioclimatiques, l'amélioration des qualités environnementales des villes, le développement urbain et touristique, les systèmes de transports urbains et interurbains, les modèles de gestion urbaine, l'internationalisation des processus, l'intégration de la



perspective de genre dans l'aménagement urbain et territorial, les énergies renouvelables et l'optimisation des systèmes de captation et d'épuration de l'eau et le choix des services et des infrastructures urbaines les plus idoines réalisant une consommation énergétique minima traitées du point de vue de la durabilité.

Les autres sujets vers lesquels il faut se tourner pour étudier les formes de coopération dans ces domaines sont : la polarisation du territoire en centre d'attrait, l'urbanisation diffuse et zonière pour qu'elle ne soit pas compacte, la croissance exponentielle de la consommation des ressources et de l'énergie, la congestion du trafic et l'accessibilité piétonnière, l'inégalité sociale et le manque de cohésion, la perte du patrimoine culturel et la dévalorisation des espaces publics.

En définitive, il faut chercher des lignes de coopération dans l'aménagement du territoire depuis la perspective du développement durable, de l'équilibre urbain, de la préservation des ressources naturelles, de la préservation et de l'amélioration des ressources forestières, de la lutte contre la désertification et de la formation technique et professionnelle.

\*\*\*\*\*

- **Économie.** l'uniformité, la modernisation et la simplification des formalités liées aux échanges commerciaux et aux règlements douaniers tout comme aux règlements de contrôle administratif et sanitaire, constituent un objectif pour supprimer les entraves qui existent dans le processus de coopération et d'intégration régionale entre les Canaries (Espagne) et les pays tiers voisins.

Dans ce sens, le Forum suggère de tenir compte de ce processus d'intégration régionale dans les négociations des Accords d'Association Économique entre l'UE et les pays ACP dans le cadre de l'Accord de Cotonou (par exemple la Mauritanie, le Sénégal et le Cap vert) ainsi que celui des accords préférentiels souscrits par l'UE avec les pays méditerranéens voisins (Par exemple le Maroc) et avec d'autres pays tiers.

L'établissement de programmes d'appui au financement et d'aide au secteur privé (par exemple: le renforcement des activités à l'exportation) et aux politiques sectorielles (par exemple: le développement de l'industrie, du commerce et du tourisme) aux services, à l'amélioration des technologies de l'information et de la communication, à la



simplification des mouvements des personnes (sans pour autant négliger la nécessité d'aborder le problème des immigrations légales) et l'échange d'expériences et de meilleures pratiques en matière d'intégration régionale ainsi que de formation et de mise en valeur des ressources humaines des secteurs productifs prioritaires ( tels : l'industrie, le commerce et le tourisme) doivent être considérés comme des piliers de la concentration et de l'aide dans cet axe d'intervention.

La mise en oeuvre de ces mesures doit grandement contribuer à accélérer la diversification des économies de la région, à encourager et à développer le commerce à l'échelon régional et servir de plateforme commerciale internationale ce qui, de ce fait, devrait permettre l'application de politiques de réformes sectorielles à l'échelle régionale, des initiatives de sous-traitance et d'investissements réciproques.

\*\*\*\*\*

- **L'éducation et la Formation**, sont des pièces clés pour garantir le développement économique et social de la société. Les forums internationaux spécialisés font état de l'importance de la formation continue comme étant la moelle épinière de la société.

Le Forum est conscient de l'impact que peut avoir l'éducation dans le développement humain, grâce à l'interaction de l'éducation et de l'emploi et de la croissance économique, qui contribue aussi à rendre le tissu de la production plus compétitif et plus efficace car il proportionne la base de la modernisation politique et sociale en promouvant le développement de citoyens plus conscients et plus participatifs.

Le Forum attire l'attention sur la nécessité de réaliser des programmes ayant une continuité et un effet multiplicateur, des échanges de meilleures pratiques entre les Canaries et les régions et pays voisins dans le cadre de l'éducation spécialisé, préscolaire, primaire, secondaire, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur, de l'éducation non formelle, de la formation continue, de la formation d'entreprise et de la lutte contre l'analphabétisme.

Dans le cadre de ces objectifs, le Forum a distingué pour chacun de ces segments éducatifs, la possibilité de mettre en oeuvre :

- o Des programmes d'échanges entre les personnes qui viennent d'obtenir leurs diplômes de professeurs auxiliaires pour la



collaboration en matière d'enseignement dans les centres éducatifs spécialisés, préscolaires, primaires et secondaires,...

- Des programmes de formation des professeurs des écoles secondaires et d'échange de postes d'enseignants; la mise en marche d'un programme de jumelage entre collèges et instituts; la formation de formateurs dans le secteur touristique et agricole ; les projets pilotes avec la formule d'écoles-ateliers de formation.
- Faciliter les examens d'accès aux systèmes universitaires respectifs, établissement d'un programme d'échange de professeurs universitaires; programmes de cours d'espagnol et de français entre des centres d'enseignement supérieur pour une promotion linguistique et culturelle,...
- La mise en marche d'un programme pour l'alphabétisation des zones rurales; la planification de cours de formation pour les enfants non scolarisés ; des programmes d'enseignement de base des personnes adultes.
- La mise en marche de cours pour la création, la gestion, le développement et la mise en marche de petites entreprises, la potentialisation et la capacitation de personnel technique qualifié en développement entrepreneurial,...

\*\*\*\*\*

- **Culture et Société**, les affaires sociales et la culture sont deux domaines importants et nécessaires pour obtenir un développement durable, cohérent et global de la population d'une région.

Ouvrer pour un développement social équitable de la société implique la mise en marche d'actions ayant une incidence sur des problèmes aussi graves que sérieux tels que la précarité, la santé, l'inégalité, etc.

De même, du point de vue du développement humain, aussi bien les affaires sociales que la culture sont deux composantes qui doivent être examinées non seulement en marge d'un développement économique, mais comme faisant partie intégrante de celui-ci, pour pouvoir atteindre le plus haut niveau de développement.

La création d'une région unissant les Canaries à l'Afrique Occidentale, dans laquelle la culture et les affaires sociales serviraient d'axe transversal dans la coopération économique et institutionnelle, permettra de lutter contre les préjugés, d'améliorer la connaissance mutuelle, de



rapprocher la population civile et surtout de fixer les populations pour quelles puissent se développer sur le plan économique et social dans leur propre pays et ainsi, combattre l'immigration et la fuite des cerveaux, des chercheurs et de la jeunesse.

Dans ce domaine sont reconnus comme étant des axes stratégiques, la mise en valeur du patrimoine culturel commun, l'aide à la création artistique et aux jeunes talents ainsi que l'accompagnement des initiatives culturelles en rapport avec le perfectionnement et la formation.

\*\*\*\*\*

Avec une mise au point stratégique, le Forum propose l'élaboration d'une stratégie ou d'un Plan d'Intégration et de Coopération Régionale transfrontalier entre les Canaries (Espagne) et les régions des pays voisins pour permettre, avec une vision globale d'ensemble, l'expansion et le développement de projets et d'initiatives de la part des autorités, des chambres de commerce, des associations et des organismes économiques, des foires et des opérateurs de l'économie, de l'enseignement et de la culture qui permette une vaste collaboration entre les administrations et la société civile des régions et des pays d'Afrique Occidentale et qui favorisent également une accélération du processus d'intégration régionale.

Cette stratégie devrait servir de base pour déterminer les premiers projets qui conformément au Nouvel Instrument de voisinage (Maroc) et l'Action de Grand voisinage prévu en faveur des Régions ultrapériphériques, pour faciliter l'intégration régionale de ces régions européennes et de leurs environnements géographiques respectifs (pays signataires de l'Accord d'Association de Cotonou), les autorités des Canaries et des Régions des pays voisins doivent les présenter à leurs propres gouvernements respectifs et ensuite aux autorités européennes pour obtenir le soutien correspondant.

De ce fait, il convient de faciliter et d'augmenter la coopération entre les Canaries, comme région Ultrapériphérique de l'UE et les pays et régions d'Afrique Occidentale, au moyen de l'intensification des liens économiques, sociaux et culturels et du développement aussi bien des échanges de biens et de services que des déplacement des personnes et des investissements réciproques.

\*\*\*\*\*

De ce fait, les conclusions et les actions proposées pour chacun des quatre groupes dans lesquels ont été répartis les travaux de ce Forum, permettent de concevoir les actions devant être entreprises dans le cadre de la politique de



voisinage de l'Union Européenne et dans le cadre aussi de la politique de Grand Voisinage que les Canaries, comme région ultrapériphérique de l'UE, doivent mener pour faire avancer la relation entre les zones géographiquement proches.

Les délégations ont reconnu la nécessité de diffuser les conclusions de ce Forum comme des orientations à prendre en compte dans les futurs processus de négociations avec l'Union Européenne ainsi que pour les projets avec la Banque Mondiale, la Corporation Financière Internationale, la Banque Africaine de Développement, les donateurs bilatéraux et les groupes d'investisseurs privés, afin d'obtenir une plus grande efficacité et une complémentarité dans les interventions de tous les agents agissant dans le cadre du développement de cette sone géographique.

Ont aussi contribué au succès de la rencontre, aussi bien concernant la qualité des documents et des études apportés que concernant le déroulement de la rencontre sans oublier l'ambiance d'entente qui a régné au cours des réunions et la qualité des conclusions et des propositions élaborées et approuvées par les quatre groupes de travail qui ont été recueillies dans les annexes 1 à 4 de ce rapport.

Au vu de tout cela, le Forum souhaiterait que cet effort soit continu à l'avenir pour permettre d'évaluer la mise en oeuvre des mesures proposées et de réaliser les adaptations de ces dernières en fonction des nouvelles circonstances qui surgiront. Dans ce sens, il a été convenu d'établir un Secrétariat pour assurer son suivi.

Agadir, le 1<sup>er</sup> Décembre 2006